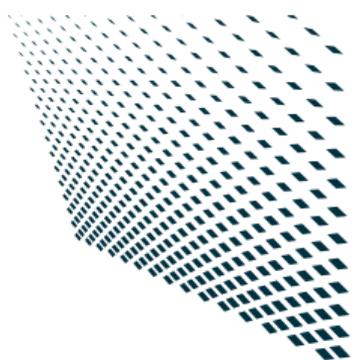




Institut des
politiques publiques



Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales



Auteurs:

Hervé Darricau, Sylvain Duchesne, Bertrand Garbinti,
Lola Josseran, Fabian Reutzel

Introduction

Objectif

- Présenter les effets budgétaires et redistributifs de mesures socio-fiscales à destination des ménages actuellement dans le débat public.

Questions

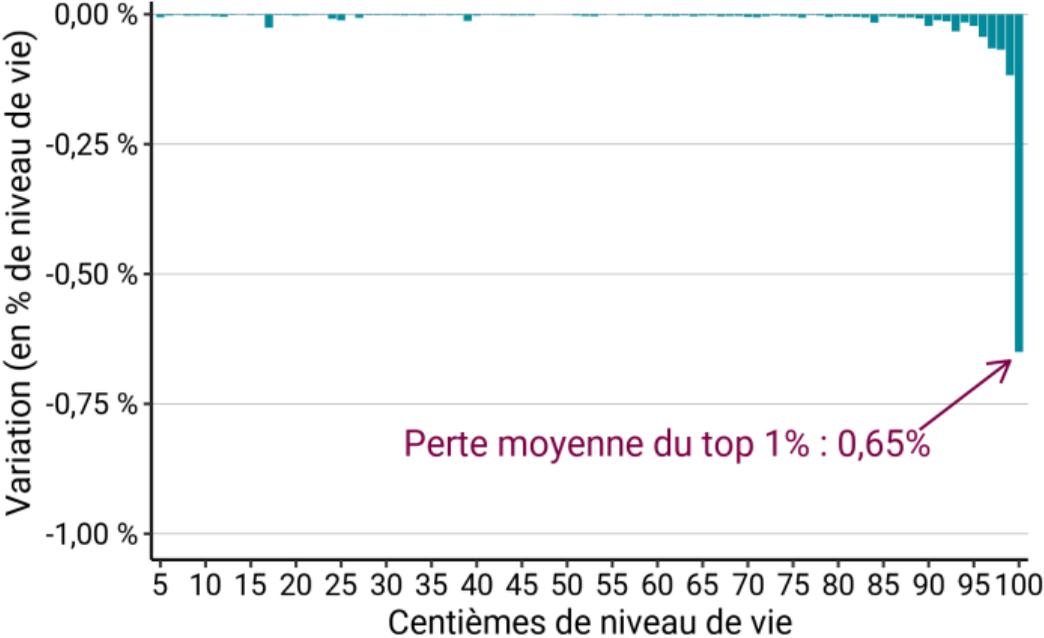
- À quels effets indirects peut-on s'attendre ?

Sommaire

1. La loi de finances pour 2025 : la contribution différentielle sur les hauts revenus.
2. Description des effets directs et indirects d'une hausse de la TVA.
3. Effets budgétaires et redistributifs de mesures socio-fiscales.

La loi de finances pour 2025 : la contribution différentielle sur les hauts revenus

Bilan redistributif de la loi de finances pour 2025 sur les ménages



Institut des politiques publiques, 2025

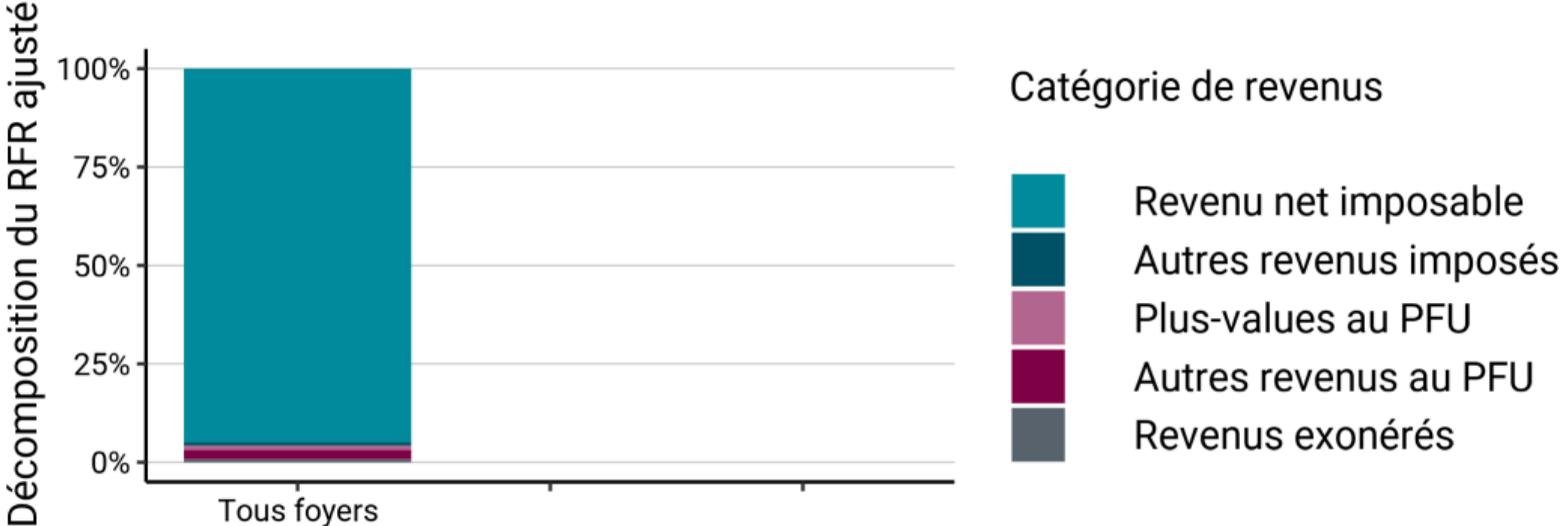
Note : Le niveau de vie correspond au revenu disponible après impôts et prestations sociales, ajusté par la taille du ménage.

Sources : TAXIPP 2.4.1.

Mécanisme de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR)

- La CDHR s'applique aux ménages les plus aisés (seuil de revenu fiscal (RFR) de 250 000 € pour un célibataire, 500 000 € pour les couples) :
↳ 66 000 foyers fiscaux concernés.
- La CDHR est proche de l'application d'un taux minimal d'imposition de 20 %.
- Des mécanismes existent pour adapter la règle : décote, forfait familial, crédits et réductions d'impôt.
↳ 16 000 foyers sont finalement redevables de la CDHR.
- Nous estimons son rendement à 1,2 Md €.

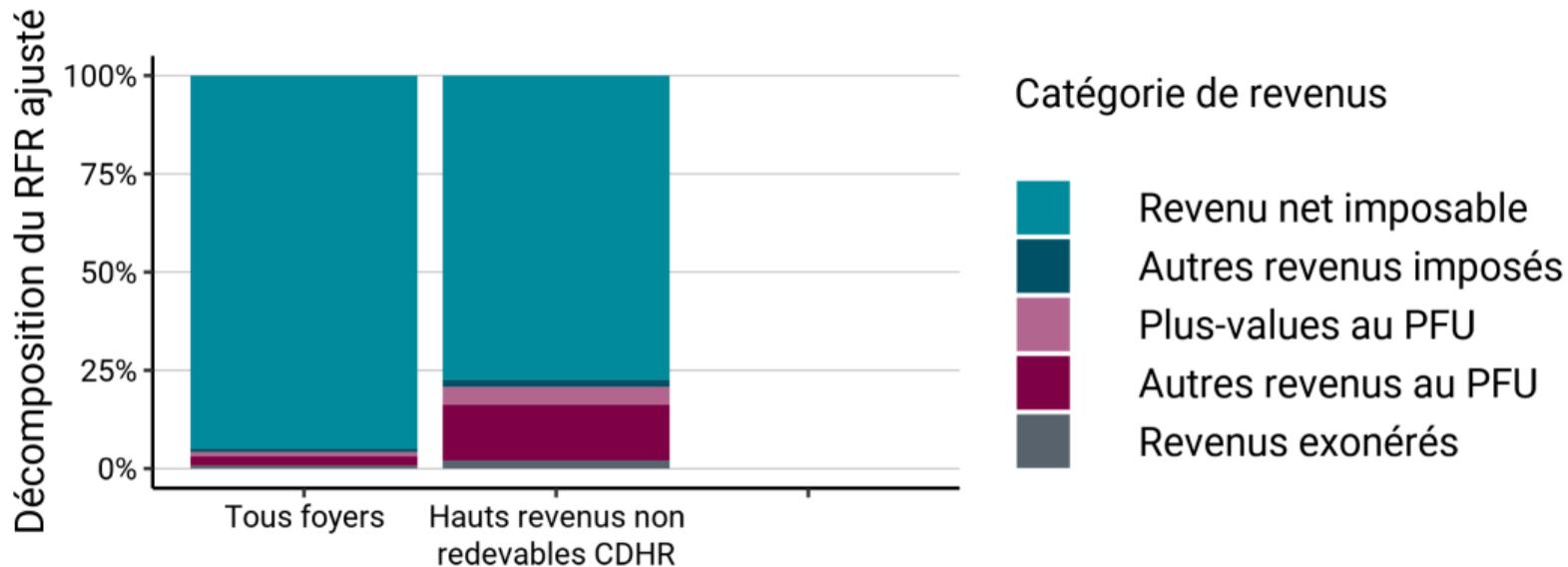
Décomposition du revenu fiscal des « éligibles » à la CDHR



Institut des politiques publiques, 2025

Sources : TAXIPP 2.4.1.

Décomposition du revenu fiscal des « éligibles » à la CDHR

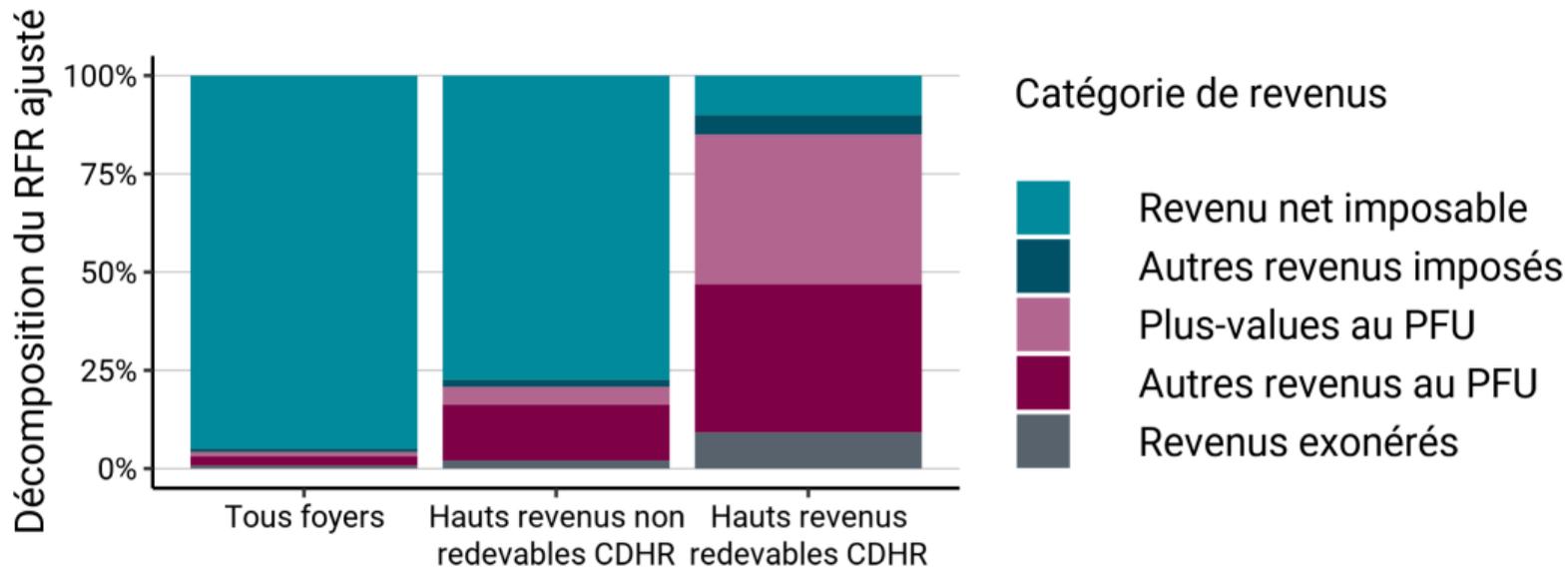


Institut des politiques publiques, 2025

Note : Les hauts revenus sont les foyers fiscaux au-dessus du seuil de la CDHR.

Sources : TAXIPP 2.4.1.

Décomposition du revenu fiscal des « éligibles » à la CDHR

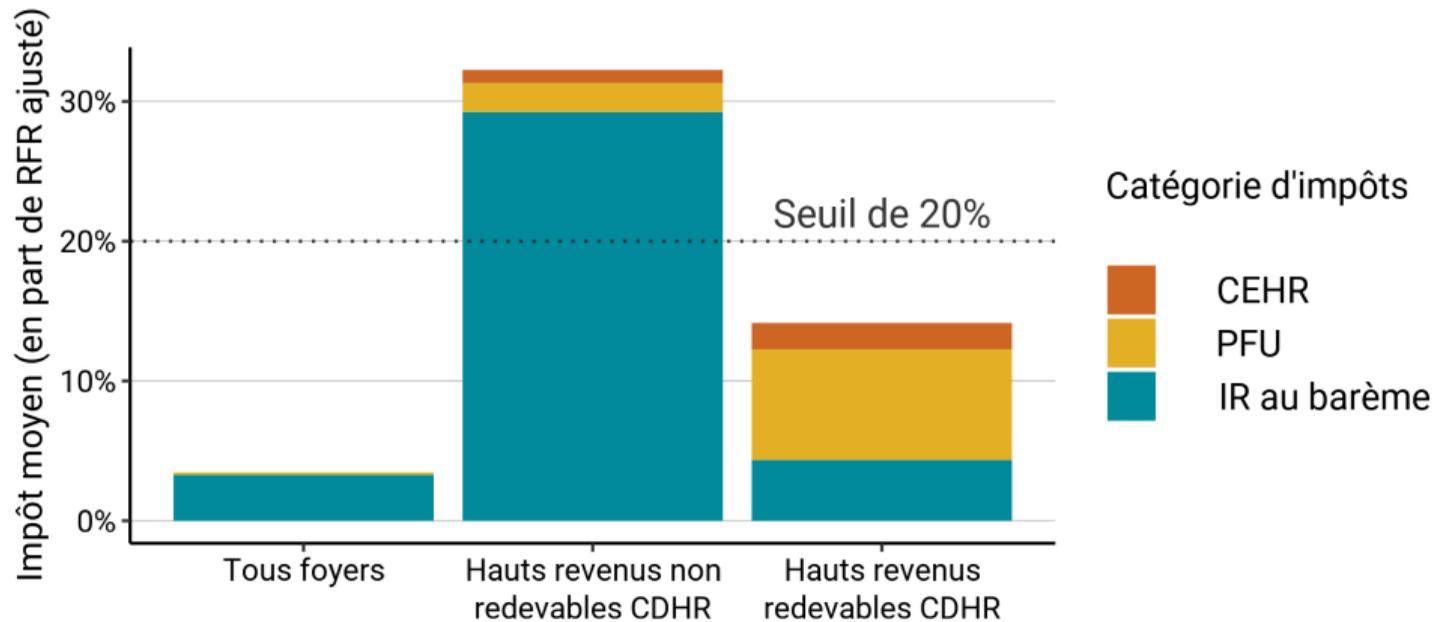


Institut des politiques publiques, 2025

Note : Les hauts revenus sont les foyers fiscaux au-dessus du seuil de la CDHR.

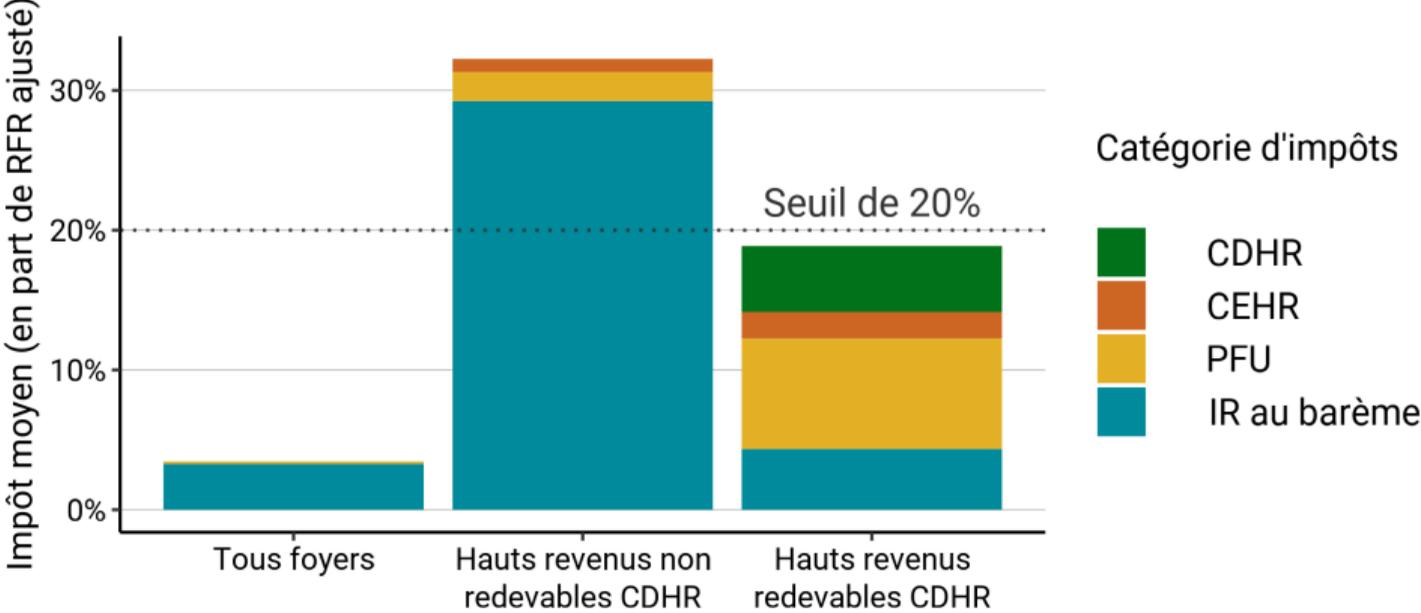
Sources : TAXIPP 2.4.1.

Le rôle de la CDHR de normalisation des taux d'imposition



Institut des politiques publiques, 2025

Le rôle de la CDHR de normalisation des taux d'imposition



Institut des politiques publiques, 2025

Sources : TAXIPP 2.4.1.

La CDHR remplit-elle bien sa mission ?

Des revenus élastiques : des réponses comportementales pourraient faire baisser le rendement. En particulier, les plus-values sont a priori reportables d'une ou plusieurs années.

Un champs de revenus partiel :

- Le revenu fiscal est une mesure imparfaite de la capacité contributive des plus aisés.
- D'autres contributions différentielles peuvent être envisagées, sur un revenu fiscal augmenté ou sur le patrimoine.

Effets directs et indirects d'une hausse de la TVA

La TVA en France en 2024

La TVA est fréquemment mise en avant dans le débat public :

- dans une optique de rendement (205 Mds € en 2024),
- ou afin de faire porter le financement de la protection sociale sur la consommation et pas sur le travail.

La TVA en France en 2024

La TVA est fréquemment mise en avant dans le débat public :

- dans une optique de rendement (205 Mds € en 2024),
- ou afin de faire porter le financement de la protection sociale sur la consommation et pas sur le travail.

La TVA n'est **pas uniquement payée par les ménages** :

- les ménages représentent seulement 68 % des recettes,

La TVA en France en 2024

La TVA est fréquemment mise en avant dans le débat public :

- dans une optique de rendement (205 Mds € en 2024),
- ou afin de faire porter le financement de la protection sociale sur la consommation et pas sur le travail.

La TVA n'est **pas uniquement payée par les ménages** :

- les ménages représentent seulement 68 % des recettes,
- les administrations publiques, les entreprises et les associations, qui fournissent des biens et services exonérés de TVA, **ne peuvent pas déduire la TVA** sur leurs achats en amont.

Une hausse du taux de TVA a des effets multiples

- Effet direct : hausse des prix (TTC) payés par les consommateurs
↪ hausse des recettes de TVA.

Une hausse du taux de TVA a des effets multiples

- Effet direct : hausse des prix (TTC) payés par les consommateurs
↳ hausse des recettes de TVA.
- La TVA est en partie payée par les administrations publiques
↳ hausse des dépenses publiques.

Une hausse du taux de TVA a des effets multiples

- Effet direct : hausse des prix (TTC) payés par les consommateurs
↳ hausse des recettes de TVA.
- La TVA est en partie payée par les administrations publiques
↳ hausse des dépenses publiques.
- La hausse des prix se traduit par de l'inflation.
- Effets indirects : revalorisation des dispositifs indexés sur l'inflation (retraites, prestations sociales)
↳ hausse des dépenses publiques.

Simulation des effets d'une hausse d'un point de TVA

Dans ce qui suit on présente les effets budgétaires et redistributifs d'une hausse d'un point de pourcentage des quatre taux de TVA, à comportements de consommation inchangés :

- Sur les montants de TVA payés par les ménages \leftrightarrow effets directs.
- Sur les dispositifs indexés sur l'inflation \leftrightarrow effets indirects.

Effet budgétaire total d'un point de TVA

Recettes de TVA (Mds €)	+ 13,0
Ménages	+ 8,8
Entreprises	+ 2,0
Administrations publiques (APU)	+ 2,0
Associations	+ 0,2

Dépenses supplémentaires APU (Mds €)	- 2,0
---	--------------

Effet sur le solde public (Mds €)	
--	--

Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

Effet budgétaire total d'un point de TVA

Recettes de TVA (Mds €)	+ 13,0
Ménages	+ 8,8
Entreprises	+ 2,0
Administrations publiques (APU)	+ 2,0
Associations	+ 0,2

Dépenses supplémentaires APU (Mds €)	- 2,0
---	--------------

Indexations (Mds €)	
Retraites	- 2,2
Prestations sociales	- 0,6

Effet sur le solde public (Mds €)	
--	--

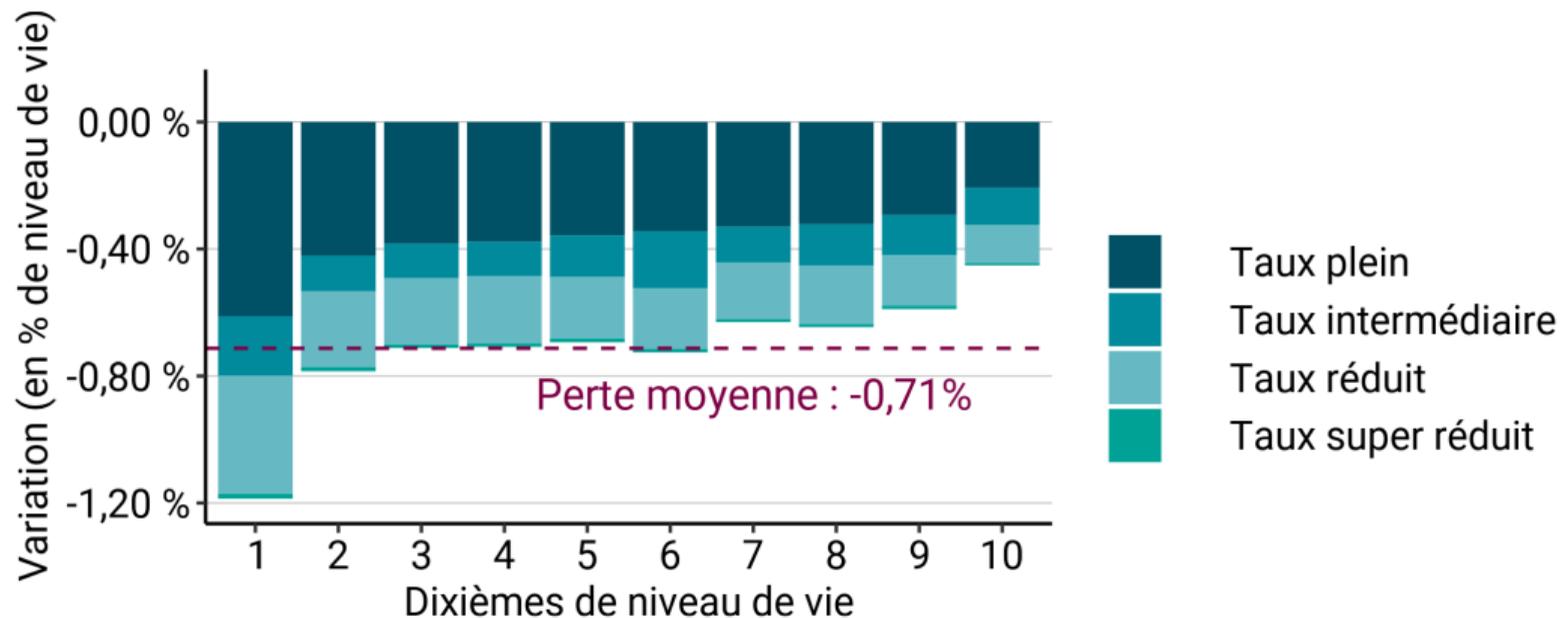
Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

Effet budgétaire total d'un point de TVA

Recettes de TVA (Mds €)	+ 13,0
Ménages	+ 8,8
Entreprises	+ 2,0
Administrations publiques (APU)	+ 2,0
Associations	+ 0,2
Dépenses supplémentaires APU (Mds €)	- 2,0
Indexations (Mds €)	
Retraites	- 2,2
Prestations sociales	- 0,6
Effet sur le solde public (Mds €)	+ 8,2

Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

Effets redistributifs d'une hausse d'un point de TVA (sans indexation)

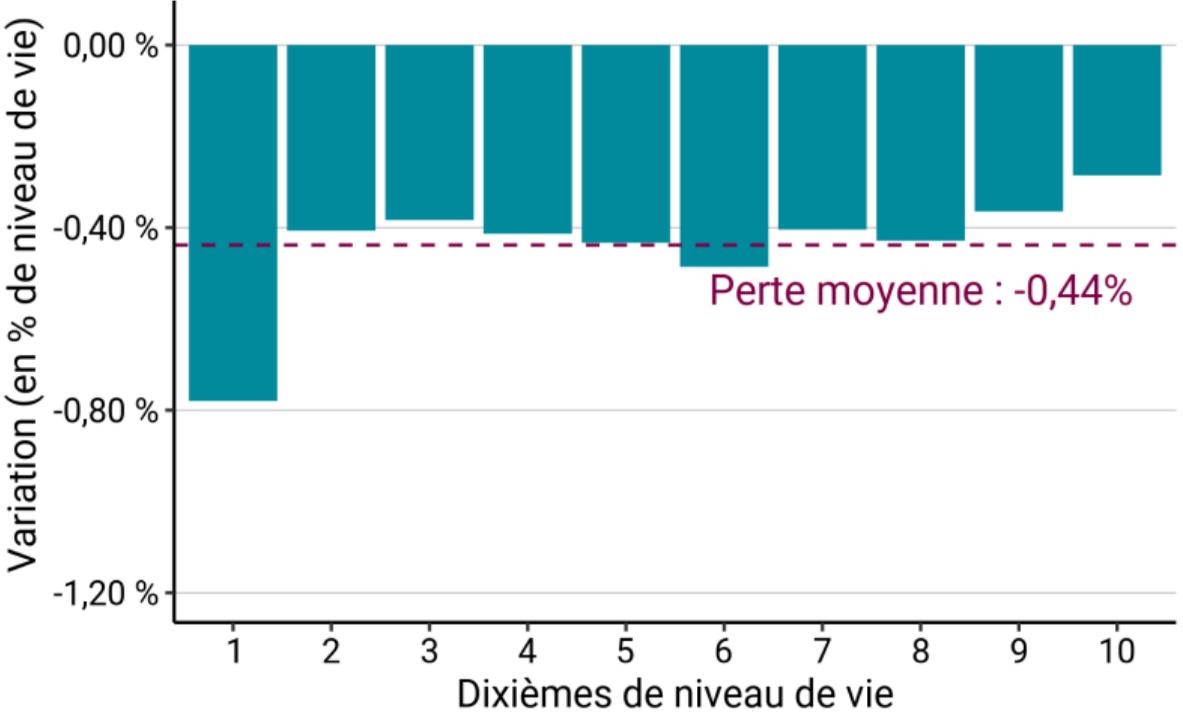


Institut des politiques publiques, 2025

Note : Le niveau de vie correspond au revenu disponible après impôts et prestations sociales, ajusté par la taille du ménage.

Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

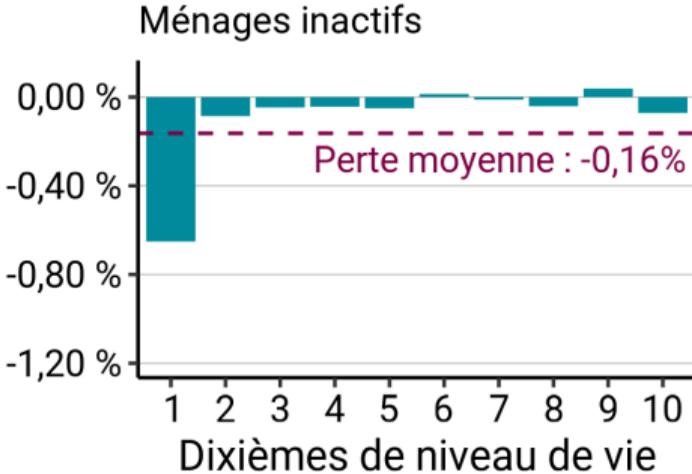
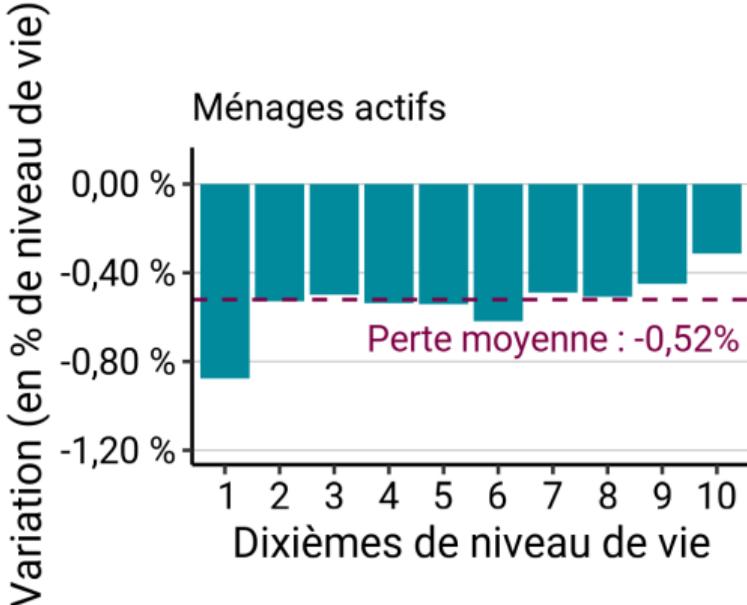
Effets redistributifs d'une hausse d'un point de TVA (avec indexation)



Institut des politiques publiques, 2025

Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

Un effet (avec indexation) plus fort sur les ménages d'actifs



Institut des politiques publiques, 2025

Sources : TAXIPP 2.4.1, Openfisca-france-indirect-taxation.

Bilan : Quels effets attendre d'une hausse d'un point de TVA ?

- Une hausse des recettes de 13 Md€, diminuée par la hausse induite des dépenses publiques et les indexations, pour un effet sur le solde public de 8,2 Md€.
- La régressivité de la TVA est en partie compensée par les mécanismes d'indexations.

Effets budgétaires et redistributifs de mesures socio-fiscales

Un exemple : simulation d'une « année blanche »

Revalorisation sur l'inflation de certains dispositifs pour préserver le niveau de vie des ménages :

- Automatique pour les pensions de retraites et les prestations sociales, [Détail prestations](#)
- Courant pour les tranches du barème de l'impôt sur le revenu.

↔ « Année blanche » : geler l'indexation sur l'inflation des pensions de retraite, des prestations sociales et du barème de l'impôt sur le revenu.

Effets budgétaires d'une « année blanche »

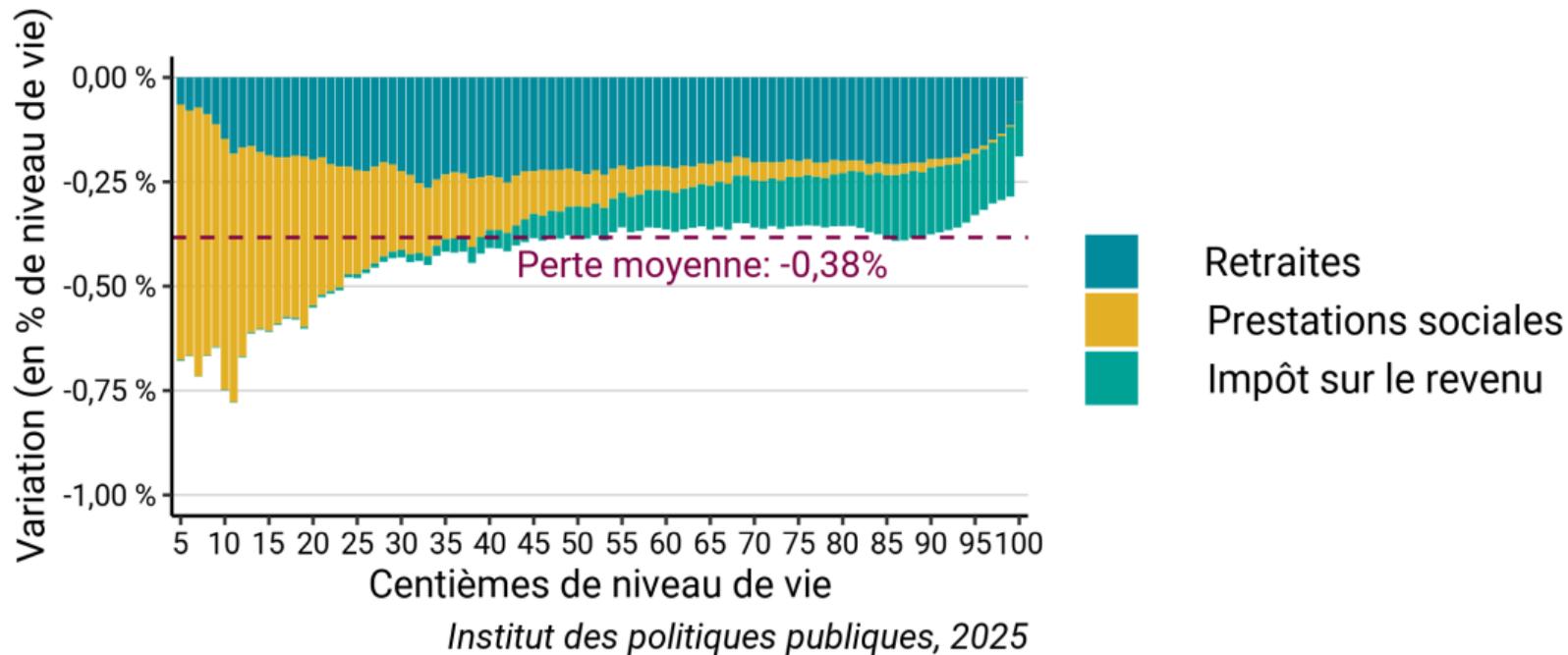
Hypothèses de simulation :

- Inflation pour l'année 2025 à 1,3 % (estimation de la Banque de France),
- Retraites complémentaires non gelées (1/3 des montants de retraite).

Amélioration du solde budgétaire de 5,7 milliards d'euros :

- 3 milliards d'euros des pensions de retraite
↔ baisse de dépenses publiques,
- 1,3 milliard d'euros des prestations sociales
↔ baisse de dépenses publiques,
- 1,4 milliard d'euros du barème de l'impôt sur le revenu
↔ hausse de recettes publiques.

Effets redistributifs d'une « année blanche »



Sources : TAXIPP 2.4.1.

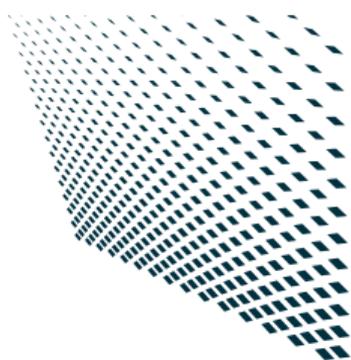
Conclusion

Panorama des mesures socio-fiscales à destination des ménages :

- Description de leurs effets budgétaires et redistributifs,
- Analyse similaire d'autres mesures dans le chapitre : suppression de l'abattement retraite, hausse de la CSG, hausse des taux de l'IR, etc.



Institut des
politiques publiques



Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales

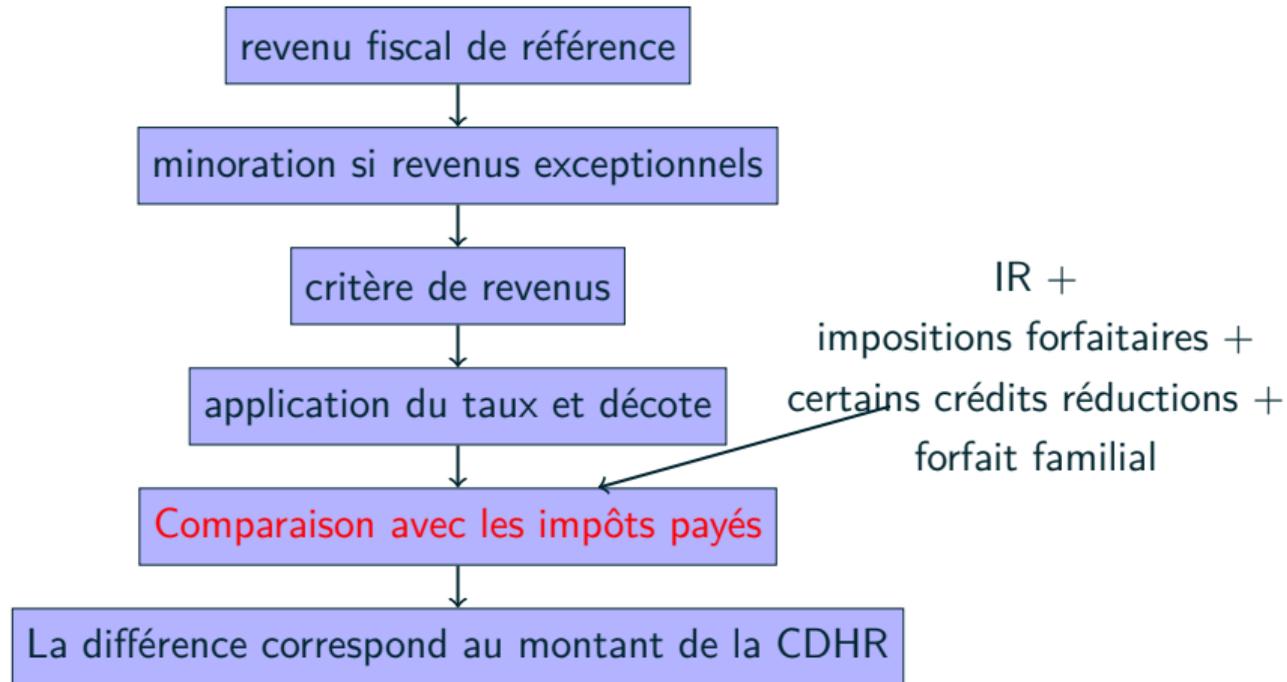


Auteurs:

Hervé Darricau, Sylvain Duchesne, Bertrand Garbinti,
Lola Josseran, Fabian Reutzel

Annexes

Le calcul de la contribution différentielle sur les hauts revenus



Liste des prestations gelées dans la simulation « année blanche »

- **Minima sociaux :**
 - Revenu de solidarité active (RSA),
 - Allocation adulte handicapé (AAH),
 - Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).
- **Prestations familiales :**
 - Allocation de rentrée scolaire,
 - Prestations d'accueil du jeune enfant,
 - Allocations familiales,
 - Complément familial.
- **Aides logements.**
- **Prime d'activité.**